

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 16 décembre 2016

HUT Clément, *La Conférence épiscopale nationale du Congo (portrait)*, Éclairage du GRIP, 16 décembre 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2195>



Dossier élections RDC

La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) ¹

Par Clément Hut

16 décembre 2016

Depuis le 8 décembre, le « dialogue de la dernière chance » a débuté entre, d'une part, les signataires de l'accord du 17 octobre ayant accordé le poste de Premier ministre à un représentant de l'opposition, en l'occurrence Samy Badibanga, et, d'autre part, la grande partie des opposants ayant refusé de cautionner ce processus. Ce second dialogue, dit inclusif, n'aurait pu avoir lieu sans les efforts de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), une structure rassemblant la hiérarchie de l'Église catholique.

Dans un pays d'environ 80 millions d'habitants, l'Église catholique, qui revendique parmi ses fidèles plus de 40 % de la population congolaise, dispose d'une voix puissante. Forte d'un maillage poussé, présente sur l'ensemble du territoire – là où parfois l'État ne peut se faire entendre –, l'Église fait figure d'acteur politique incontournable, comme en témoigne son rôle lors des nombreuses crises qu'a connu le pays durant ces dernières décennies. Alors que la carte religieuse du pays subit des changements profonds, le clergé catholique, représenté par la CENCO, témoigne d'une vitalité et d'un engagement politique sans relâche, puisant ses sources dans une volonté constante de prévenir les violences dans une société congolaise profondément divisée.

Un acteur politique historique

Malgré la montée en puissance de nombreux autres cultes – notamment le protestantisme et sa multitude d'églises du réveil, le kimbanguisme et l'islam –, l'Église catholique est parvenue à demeurer le premier interlocuteur religieux des autorités successives.

1. Cet éclairage fait partie du projet du GRIP « [Dossier élections RDC : portraits et éclairages thématiques](#) ». Il est publié parallèlement à l'Éclairage « [Droits fondamentaux: la RDC au-dessus des lois?](#) » rédigé par Pierre Martinot.

Si sa relation avec le pouvoir central à Kinshasa a été fluctuante – des tensions ayant notamment émaillé ses relations avec le régime de Mobutu, avant un rapprochement au début des années 1990 –, le rôle primordial joué par le clergé dans l'actuelle crise congolaise souligne l'autorité morale dont jouit encore l'institution

Il serait outrancier de confiner le rôle de l'Église à celui d'un médiateur uniquement capable de réunir à la même table des forces politiques que tout semble opposer. L'Église catholique de RDC, représentée par ses évêques organisés au sein de la CENCO, s'est en effet ponctuellement illustrée par ses prises de position politiques. Mais, malgré ses nombreux plaidoyers en faveur du respect des institutions politiques et de la Constitution, il serait erroné de la classer comme un énième acteur de l'opposition, tant certains ecclésiastiques n'hésitent pas à afficher leur proximité avec le pouvoir en place. Ainsi, un long conflit a opposé la direction de l'Église à l'abbé Malu-Malu, président de la commission électorale entre 2003 et 2015 et décédé en juin 2016, qu'elle accusait d'être à la solde du pouvoir. Il est vrai que cette commission a joué un rôle moteur dans le [glissement du calendrier électoral](#), à l'origine de la crise politique actuelle.

La compromission de certains hommes d'Église avec le pouvoir ne saurait occulter les nombreuses fois où la CENCO s'est opposée au régime en place, dans un effort de sortie de crise. En 1991 déjà, un pouvoir à bout de souffle convoquait la Conférence nationale souveraine (CNS), dans une manœuvre politique visant à redorer le blason d'un Mobutu Sese Seko vieillissant. C'est l'archevêque de Kisangani, Laurent Monsengwo, qui se retrouve alors à la tête du bureau national de la CNS. Il deviendra par la suite président du Haut Conseil de la République, de 1992 à 1994, tenant lieu de Parlement de transition. Près de vingt ans plus tard, devenu cardinal, le prélat est une des multiples voix qui dénoncent l'irrégularité de l'élection présidentielle de 2011 s'étant soldée par l'octroi d'un second mandat à Joseph Kabila. Le cardinal s'exprime alors au nom de la CENCO, qui officie en tant qu'observateur des élections, et s'empporte contre des élections qui « ne sont conformes ni à la vérité ni à la justice »¹.

La CENCO, un nouveau garde-fou constitutionnel ?

Dès les premières années du second mandat de Joseph Kabila, la CENCO n'hésite pas à tirer la sonnette d'alarme lorsque des doutes planent sur la volonté du président de se conformer à la Constitution – et de ne pas solliciter de troisième mandat. Appelant la population à la vigilance, la Conférence épiscopale adopte en 2014, à l'issue de sa 51^e assemblée plénière, un document intitulé « Protégeons notre nation ». Dans ce plaidoyer vibrant, les évêques dénoncent le non-respect des processus électoraux. Leur première cible : l'élection des sénateurs et des gouverneurs de province, que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) souhaite soumettre au suffrage indirect. La conférence déclare ainsi s'opposer à « tout mode de scrutin qui priverait le peuple de son droit de désigner ses gouvernants et de participer directement à la gestion de la cité »². La Conférence appelle dans le même texte à ne pas modifier l'article 220 de la Constitution, qui limite à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs pour un même individu. En filigrane, la CENCO questionne l'indépendance de la CENI et exprime déjà des doutes sur la volonté du pouvoir d'organiser les différentes élections prévues dans les délais impartis.

Alors que la non-tenu des élections provinciales, prévues en 2012, reportées en juin 2015, puis en octobre 2015, laissait déjà présager d'un glissement généralisé du calendrier électoral, la CENCO est conviée à participer au dialogue politique convoqué le 1^{er} septembre 2016. Se posant en élément rassembleur, à l'heure où le médiateur désigné par l'Union africaine, [Edem Kodjo](#), peine à convaincre les forces de l'opposition à se joindre au dialogue, la CENCO appelle dès juillet « tous les acteurs politiques (...) à privilégier l'intérêt supérieur de la nation plutôt que de rechercher les postes et des positionnements individuels »³.

Tandis qu'une opposition toujours plus vaste boude le dialogue, la CENCO intensifie ses efforts pour que le pouvoir libère les prisonniers politiques et autorise la réouverture des médias interdits, mesures s'inscrivant dans une dynamique plus large de « décrispation » politique. Emmenée par l'abbé Donatien Nshole, la CENCO se joint, à contrecœur à un dialogue loin d'être aussi inclusif qu'elle ne l'aurait souhaité. Après la répression violente des manifestations des 19 et 20 septembre, la CENCO se retire immédiatement de ce processus, déjà boycotté par plusieurs grandes forces de l'opposition politique, essentiellement le « Rassemblement », comprenant l'UDPS d'[Etienne Tshisekedi](#), le G7 et le Mouvement de libération du Congo de Jean-Pierre Bemba, ainsi que par une grande partie de la société civile. Signé le 17 octobre, l'accord qui scelle la fin des travaux du dialogue semble davantage attiser le conflit que l'apaiser. Les signataires se sont en effet accordés sur un nouveau partage du pouvoir, permettant au président Kabila de rester en place au moins jusqu'en avril 2018.

Face à cette impasse et aux risques de violence incontrôlée à partir du 19 décembre, date théorique de l'entrée en fonction du successeur de Joseph Kabila, la CENCO a réussi à convaincre tous les principaux acteurs de la crise congolaise – partis pro-gouvernementaux, frange de l'opposition ayant conclu l'accord du 17 octobre, partie de l'opposition ne s'étant pas jointe à cet accord et société civile – à reprendre des négociations afin d'éviter l'explosion sociale redoutée. Cette médiation a un triple objectif : déterminer le modèle de gouvernance des institutions pendant la période après le 19 décembre, traiter des questions relatives au processus électoral et soutenir le processus de décrispation politique.

L'enjeu de ce nouveau dialogue va bien au-delà d'une simple réconciliation entre acteurs politiques que tout oppose. En trame de fond, la peur – partagée aussi bien par la majorité présidentielle que l'opposition radicale – que l'on assiste à une alternance « par la rue ». Les manifestations de Kinshasa en janvier 2015 avaient déjà montré combien les frustrations et les attentes de simples citoyens pouvaient s'avérer dangereuses pour le pouvoir. En dépit du quadrillage de la capitale par les forces de sécurité, les quartiers périphériques de la capitale s'étaient retrouvés en première ligne pour contester le régime, en dehors de toute canalisation par les acteurs politiques traditionnels de l'opposition.

Là est bien l'enjeu de ce nouveau dialogue. Comment expliquer autrement le revirement de Kabila à la demande de la CENCO et son acceptation de dialoguer avec ses opposants les plus farouches ? Après les graves violences des 19 et 20 septembre à Kinshasa, l'ensemble des acteurs se garderaient bien d'un nouvel embrasement du pays. Plus qu'un nouveau partage du pouvoir et l'établissement d'un calendrier électoral consensuel,

ce dialogue de la dernière chance tente de garder un semblant de paix dans les rues de la RDC. Alors qu'il devrait être sur le point de se conclure, les achoppements constatés ces derniers jours, en particulier les divergences sur le calendrier électoral, suggèrent cependant des jours sombres à venir.

* * *

L'auteur

Clément Hut est chercheur assistant au GRIP et diplômé de relations internationales.

-
1. « [Les élections en RDC ne sont conformes ni à la vérité ni à la justice](#) », *La Croix*, 12 décembre 2011.
 2. [Protégeons notre nation](#), 51^e Assemblée plénière de la Conférence épiscopale nationale du Congo, 27 juin 2014.
 3. « [La CENCO appelle tous les acteurs à privilégier "l'intérêt supérieur de la nation"](#) », *Radio Okapi*, 25 juillet 2016.